1474

26 FEV. 1998

TRIBUNAL DE COMMERCE
GREFFE
DE BORDEAUX

LES SOUSSIGNES,

1° - Monsieur Pierre NAUDON, demeurant 45 Place Jean Moulin 47000 AGEN ;

Né à FLERE LA RIVIERE (Indre), le dix mars mil neuf cent trente trois.

D'UNE PART,
Ci-après dénommé
"Le cédant",

2° - Monsieur Bernard, Alain GAUDOU, époux commun en biens de Madame Ginette COUSTILLAS, demeurant ensemble à MARTIGNAS SUR JALLES (Gironde), 50 Avenue des Martyrs de la Résistance,

Né à TUBINGEN (Allemagne), le dix avril mil neuf cent quarante six.

D'AUTRE PART
Ci-après dénommé
"Le cessionnaire",

Préalablement à la cession de parts sociales, objet des présentes, ont déclaré et exposé ce qui suit :

EXPOSE

1.- Le cédant déclare qu'il est veuf et non remarié.

Il déclare, en outre, que les parts ci-après ne sont grevées d'aucun nantissement et ne font l'objet d'aucune procédure susceptible de faire obstacle à leur cession.

2. - Le cessionnaire déclare qu'il est marié avec Madame Ginette COUSTILLAS, sous le régime de la communauté. Le cessionnaire est déjà associé de la société "A.B.C. - FEU".

3. - La société "A.B.C. - FEU" a été constituée par acte sous seing privé ; elle est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de .BORDEAUX B 317.166.197. depuis le 10 Janvier 1980 ; dont le siège est sis 20 rue Lugeol - 33000 Bordeaux .

Aux termes de l'article onze des statuts, les parts ne peuvent être cédées entre associés qu'à défaut d'opposition de la majorité des autres associés préalablement informés par le cédant.

PM TS BG

FACE ANNULÉE

ART. 905 C.G.I.

4. - Les parts ci-après cédées appartiennent au cédant pour les avoir acquises aux termes d'un acte sous seing privé en date du 28 Mars 1983, enregistré à Bordeaux-Aval le 28 Mars 1983, Bord.59, N°14, signifié à la société par acte de Me BOUYSSOU-FOURNOL, huissier de justice à BORDEAUX, le 18 Avril 1983.

Ceci étant exposé, il est passé à la cession de parts sociales, objet des présentes :

CESSION DE PARTS

Le cédant cède, sous les garanties ordinaires et de droit, au cessionnaire qui accepte, les DOUZE parts (12) portant les numéros 180 à 181 et 191 à 200, de la société "A.B.C. - FEU"

Les parts cédées seront la propriété du cessionnaire à compter de ce jour ; il aura seul droit aux produits desdites parts qui seront mis en distribution postérieurement à ce jour.

Mme Ginette COUSTILLAS, épouse de Monsieur Bernard GAUDOU cessionnaire, a été avertie de la présente acquisition, en application de l'article 1832-2 du Code civil, et a déclaré renoncer à devenir personnellement associée, tant immédiatement que pour l'avenir ; son conjoint aura seul, et définitivement, la qualité d'associé pour les parts acquises.

Il sera subrogé dans tous les droits et obligations attachés aux parts cédées.

Prix

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix de SIX MILLE Francs (6.000), lequel prix a été payé comptant, ce jour, par le cessionnaire au cédant, qui le reconnaît et en donne quittance.

Agrément

Sont ici intervenus :

Monsieur Philippe MORAGLIA, représentant la société "CLIMEX", 14 Bis Rue Marcel Allegot, 92190 MEUDON,

Monsieur Patrick TEILLET, demeurant 23 Rue Casenave, 94430, CHENEVIERE SUR MARNE,

Monsieur Raymond QUINQUIS, demeurant 17 Rue Savinien Vivier 33560 SAINTE EULALIE,

seuls autres associés de la société "A.B.C. - FEU", lesquels après avoir pris connaissance de la présente cession, ont déclaré y donner leur consentement, et renoncer expressément et irrévocablement à exercer toute action ou se prévaloir de toute nullité qui

FACE ANNULÉE

ART. 905 C. G. I.

pourrait résulter du non respect des formalités prévues à l'article onze des statuts relatives aux cessions de parts entre associés.

Enregistrement

Le cédant déclare que la société est assujettie à l'impôt sur les sociétés, Le cédant déclare que les parts cédées ne sont pas représentatives d'apports en nature.

En outre, la possession des parts cédées ne confère ni en droit ni en fait la jouissance de droits immobiliers .

Publicité

La présente cession sera rendue opposable à la société dans les conditions prévues par la loi. Elle sera opposable aux tiers après accomplissement de ces formalités et, en outre, dépôt de deux originaux en annexe au registre du commerce.

Frais

Les frais, droits et honoraires des présentes, et ceux qui en seront la suite ou la conséquence, sont à la charge du cessionnaire.

Fait à .BORDEAUX (Gironde)

Le 30 JAN 1998

En neuf originaux.

VISÉ POUR TIMBRE ET ENREGISTRÉ A LA RECETTE
DE BORDEAUX-MÉRIGNAC
le ..... 17 FEV. 1998
Bordereau ..... 62 ..... n° ..... 9 .....
REÇU { - Dt DE TIMBRE ..... 288F .....
- Dt D'ENREGt ..... 513F .....

FACE ANNULÉE

ART. 905 C. G. I.

26 FEV. 1998

TRIBUNAL DE COMMERCE
GREFFE
DE BORDEAUX

LES SOUSSIGNES :

1° - Monsieur Jean-Pierre FORGERON, époux commun en biens de Madame Marie-Cécile PERROCHEAU, demeurant ensemble à MOUTHIERS SUR BOEME (Charente), 12 Chemin de la Croix Ronde,

Né à MOUTHIERS (Charente), le trente et un juillet mil neuf cent quarante sept.

D'UNE PART,
Ci-après dénommé
"Le cédant",

2° - Monsieur Bernard GASTON, demeurant 17 Rue de Hourtin, 33000 BORDEAUX ;

Né à BORDEAUX (Gironde), le dix sept novembre mil neuf cent cinquante six.

D'AUTRE PART
Ci-après dénommé
"Le cessionnaire",

Préalablement à la cession de parts sociales, objet des présentes, ont déclaré et exposé ce qui suit :

EXPOSE

1.- Le cédant déclare qu'il est marié avec Madame Marie-Cécile PERROCHEAU sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts, et que les parts objets de la cession ci-après constituent des biens communs pour les avoir acquises pendant son mariage ;

Il déclare, en outre, que les parts ci-après ne sont grevées d'aucun nantissement et ne font l'objet d'aucune procédure susceptible de faire obstacle à leur cession.

2. - Le cessionnaire déclare qu'il est divorcé et non remarié. Le cessionnaire n'est pas associé de la société "A.B.C. - FEU".

3. - La société "A.B.C. - FEU" a été constituée par acte sous seing privé ; elle est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de .BORDEAUX B 317.166.197. depuis le 10 Janvier 1980 ;

Aux termes de l'article onze des statuts, les parts ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Aux termes d'une délibération en date du 30 Janvier 1998, l'assemblée générale des associés, aux conditions prévues par la loi et les statuts, a donné son consentement à la

FACE ANNULÉE

ART. 905 C. G. I.

présente cession, déclaré agréer le cessionnaire en qualité de nouvel associé et, sous la condition de régularisation de la présente cession, modifié en conséquence la répartition des parts figurant aux statuts.

4. - Les parts ci-après cédées appartiennent au cédant pour les avoir acquises :

a) - A concurrence de VINGT HUIT (28) parts, aux termes d'un acte sous seing privé en date du .28 Février 1988, enregistré à Angoulême (Charente), le .8 Mars 1988, volume 92, Bord. 114/3 ;

b) - A concurrence de CENT DOUZE (112) parts, aux termes d'un acte sous seing privé en date à Bordeaux (Gironde), du 23 Mai 1991, enregistré à Bordeaux-Centre, le 16 Juillet 1991, F° 16, Bord. 390 .

Ceci étant exposé, il est passé à la cession de parts sociales, objet des présentes :

CESSION DE PARTS

Le cédant cède, sous les garanties ordinaires et de droit, au cessionnaire qui accepte, les CENT QUARANTE parts (140) ; portant les numéros 1 à 53, de 59 à 86 et de 121 à 179, de la société ."A.B.C. - FEU"

Les parts cédées seront la propriété du cessionnaire à compter de ce jour ; il aura seul droit aux produits desdites parts qui seront mis en distribution postérieurement à ce jour.

Il sera subrogé dans tous les droits et obligations attachés aux parts cédées.

Madame Marie-Cécile PERROCHEAU , épouse de Monsieur Jean-Pierre FORGERON cédant, a donné par écrit son consentement à la cession et autorisé son conjoint à en percevoir le prix.

Prix

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix de SOIXANTE DIX MILLE Francs (70.000), lequel prix a été payé comptant, ce jour, par le cessionnaire au cédant, qui le reconnaît et en donne quittance.

Agrément

Conformément à l'article 11 des statuts, la présente cession a été autorisée par décision collective des associés en date du 30 Janvier 1998, qui a agréé Monsieur Bernard GASTON, en qualité de nouvel associé et qui, sous la condition suspensive du présent acte, a modifié en conséquence l'article SEPT des statuts.

FACE ANNULÉE

ART. 905 C.G.I.

Enregistrement

Le cédant déclare que la société est assujettie à l'impôt sur les sociétés, Le cédant déclare que les parts cédées ne sont pas représentatives d'apports en nature.

En outre, la possession des parts cédées ne confère ni en droit ni en fait la jouissance de droits immobiliers .

Publicité

La présente cession sera rendue opposable à la société dans les conditions prévues par la loi. Elle sera opposable aux tiers après accomplissement de ces formalités et, en outre, dépôt de deux originaux en annexe au registre du commerce.

Frais

Les frais, droits et honoraires des présentes, et ceux qui en seront la suite ou la conséquence, sont à la charge du cessionnaire.

Fait à .BORDEAUX (Gironde)
Le 30 Janvier 1998.
En six originaux.

VISÉ POUR TIMBRE ET ENREGISTRÉ A LA RECETTE
DE Bx Centre ..... 4 FEV. 1998
F° ..... 2 ..... BORD. ..63.....
REÇU – Dt DE TIMBRE .342 F.....
– Dts D'ENREGt 3.360 F.....
SIGNATURE :

FACE ANNULÉE

ART. 905 C.G.I.

"A.B.C. - FEU"

2 6 FEV. 1998

S.A.R.L. au capital de 100.000 Francs.

Siège social : BORDEAUX (Gironde), 20 Rue Lugeol.

R.C. : BORDEAUX B 317 166.197.

SIRET : 317.166.197.00028

TRIBUNAL DE COMMERCE * GREFFE * DE BORDEAUX

****

1474

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 30 JANVIER 1998

L'an mil neuf cent quatre vingt dix huit, à onze heures, les associés de la société "A.B.C. - FEU" Société à Responsabilité Limitée au capital de CENT MILLE francs, divisé en MILLE parts de CENT francs chacune, se sont réunis à BORDEAUX (Gironde), 20 Rue Lugeol, au siège social, en assemblée générale extraordinaire sur convocation de la gérance.

Sont présents :

- Monsieur Patrick TEILLET, en qualité de propriétaire de VINGT parts sociales, ci 20

- et de représentant de la société "CLIMEX", ladite société propriétaire de CINQ CENT VINGT TROIS parts sociales, ci 523

- Monsieur Jean-Pierre FORGERON, propriétaire de CENT QUARANTE parts sociales, ci 140

- Monsieur Bernard GAUDOU, propriétaire de TROIS CENTS parts sociales, ci 300

- Monsieur Raymond QUINQUIS, propriétaire de CINQ parts sociales, ci 5

- Monsieur Pierre NAUDON, propriétaire de DOUZE parts sociales, ci 12

Total égal au nombre de parts représentées : 1.000

Il a été établi une feuille de présence signée par les associés présents en entrant en séance, certifiée conforme par le gérant.

BC

Monsieur Bernard GAUDOU, gérant, préside la séance et constate que les associés présents ou représentés détiennent ensemble les trois quarts des parts sociales, en conséquence, l'assemblée valablement constituée peut prendre toutes décisions conformément à la loi.

Le président rappelle que l'assemblée est réunie pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Agrément du projet de cession par Monsieur Jean-Pierre FORGERON de la totalité de ses CENT QUARANTE (140) parts sociales, à Monsieur Bernard GASTON, commercial de la société ;
- Modification des statuts sous la condition suspensive de la réalisation de cette cession ;
- Pouvoirs à donner.

Le président dépose sur le bureau et met à la disposition de ses coassociés :

- Le rapport de la gérance,
- Le texte des résolutions proposées,

Il rappelle que, conformément à la loi, tous ces documents ont été adressés à ses coassociés quinze jours avant la date de la présente assemblée.

L'assemblée lui donne acte de sa déclaration.

Le Président donne lecture du rapport de la gérance, puis ouvre la discussion.

Personne ne demandant plus la parole, le Président met aux voix les résolutions suivantes prévues à l'ordre du jour :

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale, connaissance prise du projet de cession, notifié à la société et aux associés, aux termes duquel Monsieur Jean-Pierre FORGERON se propose de céder à Monsieur Bernard GASTON, demeurant à BORDEAUX (Gironde), 17 Rue de Hourtin les CENT QUARANTE parts sociales, portant les numéros 1 à 53, 59 à 86, et 121 à 179, qu'il détient dans la société, et aprés avoir entendu le la lecture du rapport de la gérance, décide d'autoriser ladite cession, et d'agréer Monsieur Bernard GASTON comme nouvel associé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, décide, sous la condition supensive de la réalisation définitive de la cession ci-dessus, à savoir, du dépôt au siège social d'un original de cette cession, contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt, conformément aux dispositions légales, de supprimer les articles six et sept des statuts et de les remplacer par les dispositions suivantes :

BG

ARTICLE SIX - APPORTS

1° - Il a été fait apport par les associés à la société à sa constitution d'une somme en numéraire de VINGT MILLE Francs, ci..... 20.000

Cette somme de VINGT MILLE Francs a été déposée en un compte bancaire ouvert au nom de la société en formation. Elle a été retirée par la gérance après l'immatriculation de la société au registre du commerce, sur présentation du certificat du greffier attestant l'exécution de cette formalité.

2° - Par délibération du 27 Mars 1985, l'assemblée générale extraordinaire des associés a décidé d'augmenter le capital social de quatre vingt mille francs, par compensation de créance, ci..... 80.000

Total égal au montant des apports effectués à la société :
CENT MILLE Francs, ci..... 100.000

ARTICLE SEPT - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à CENT MILLE Francs, divisé en MILLE parts sociales de CENT francs chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 à 1.000, attribuées aux associés en proportion de leurs apports respectifs à la constitution de la société, et des cessions de parts intervenues postérieurement à la constitution à savoir :

- A la société "CLIMEX", à concurrence de CINQ CENT VINGT TROIS parts sociales, numérotées de 114 à 120, de 186 à 190, et de 201 à 711, ci..... 523

- A Monsieur Patrick TEILLET, à concurrence de VINGT parts sociales, portant les numéros 98 à 113 et de 182 à 185, ci..... 20

- A Monsieur Bernard GASTON, à concurrence de CENT QUARANTE parts sociales, numérotées de 1 à 53, de 59 à 86 et de 121 à 179, ci..... 140

- A Monsieur Bernard GAUDOU, à concurrence de TROIS CENTS parts sociales, numérotées de 87 à 97, et de 712 à 1.000, ci..... 300

- A, Monsieur Raymond QUINQUIS à concurrence de CINQ parts sociales, numérotées de 54 à 58, ci..... 5

- A Monsieur Pierre NAUDON, à concurrence de DOUZE parts sociales, numérotées de 180 à 181, et de 191 à 200, ci..... 12

Total égal au nombre de parts composant le capital social :
MILLE , ci..... 1.000

BG

Conformément à la loi, les associés déclarent que les MILLE parts sociales composant le capital social leur appartiennent, sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus, correspondant à leurs apports respectifs, et sont toutes entièrement libérées.

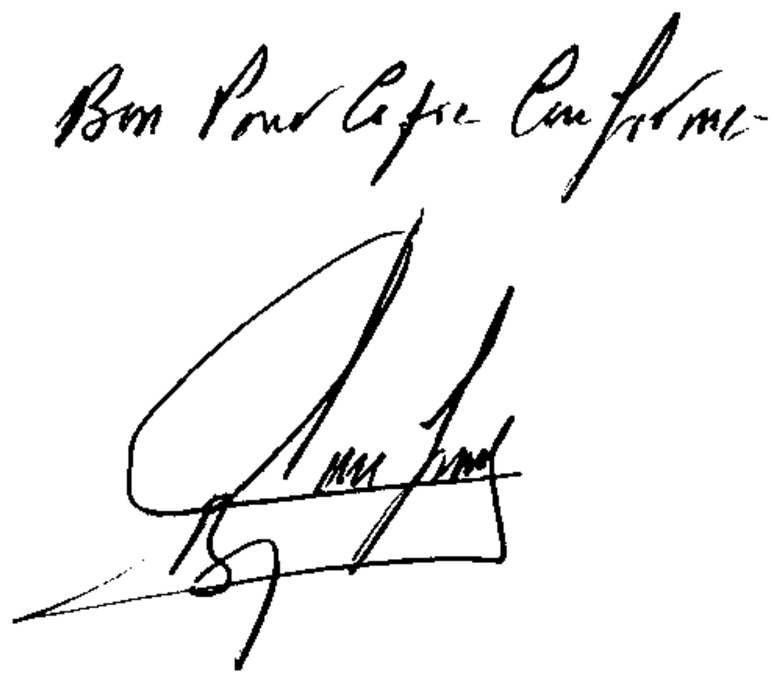
Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur d'une copie du présent procès-verbal à l'effet d'effectuer toutes les formalités légales qui seront nécessaires.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée à douze heures trente. De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal signé après lecture du gérant par tous les associés.



26 FEV. 1998

TRIBUNAL DE COMMERCE * GREFFE * DE BORDEAUX

"A.B.C - FEU"

S.A.R.L. au capital de 100.000 Francs.

Siège Social : BORDEAUX (Gironde), 20 Rue Lugeol

R.C.S : BORDEAUX B 317.166.197

SIRET : 317.166.197.00028

****

STATUTS

MIS A JOUR A LA SUITE DE LA DELIBERATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 30 JANVIER 1998

(Articles 6 et 7)

ARTICLE PREMIER

FORME

Il est formé entre les soussignés, tous futurs propriétaires des parts ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une Société A Responsabilité Limitée qui sera régie par la loi du 24 juillet mil neuf cent soixante six, toutes autres dispositions légales ou réglementaires en vigueur et par les présents statuts.

ARTICLE DEUX

OBJET

La Société à pour objet : la mise en oeuvre de moyens pour la Prévention, l'Etude, la Vente, la Location, l'Entretien de tout Matériel de Sécurité et de Lutte contre le feu : extincteurs, armement général, poste d'incendie, recharges, etc...

Et, dans le cadre de l'objet social, l'accomplissement de toutes opérations commerciales,industrielles, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rapporter directement ou indirectement ou encore être utiles à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

Elle pourra agir directement ou indirectement pour son compte ou pour le compte de tiers et soit seule, soit en association, participation ou société, avec toutes autres sociétés ou personnes et réaliser directement ou indirectement, en France ou à l'Etranger sous quelque forme que ce soit, les opérations rentrant dans son objet social.

Elle pourra prendre sous toutes formes, tous intérêts et participation, dans toutes sociétés ou entreprises françaises ou étrangères ayant un objet similaire ou de nature à développer ses propres affaires en respectant les dispositions légales.

ARTICLE TROIS

DENOMINATION SOCIALE

La Société à pour dénomination sociale :

" A.B.C. - FEU "

Dans tous les actes, lettres, factures, annonces, publications et autres documents de toute nature, émanant de la Société la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots :

Société A Rresponsabilité Limitée ou des initiales S.A.R.L. et de l'énonciation du Capital Social.

ARTICLE QUATRE

SIEGE SOCIAL

Le Siège Social est fixé : à BORDEAUX, 20 rue Lugeol angle 20, rue Lacanau.

Il pourra être transféré dans tout autre endroit de la même ville par simple décision de la Gérance et en tout autre lieu en vertu d'une

ARTICLE CINQ

DUREE

La durée de la Société est fixée à cinquante ans à compter de la date d'immatriculation de la Société au Registre du Commerce sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

ARTICLE SIX - APPORTS

1° - Il a été fait apport par les associés à la société à sa constitution d'une somme en numéraire de VINGT MILLE Francs, ci..... 20.000

Cette somme de VINGT MILLE Francs a été déposée en un compte bancaire ouvert au nom de la société en formation. Elle a été retirée par la gérance après l'immatriculation de la société au registre du commerce, sur présentation du certificat du greffier attestant l'exécution de cette formalité.

2° - Par délibération du 27 Mars 1985, l'assemblée générale extraordinaire des associés a décidé d'augmenter le capital social de quatre vingt mille francs, par compensation de créance, ci..... 80.000

Total égal au montant des apports effectués à la société :
CENT MILLE Francs, ci..... 100.000

ARTICLE SEPT

CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à CENT MILLE Francs, divisé en MILLE parts sociales de CENT francs chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 à 1.000, attribuées aux associés en proportion de leurs apports respectifs à la constitution de la société, et des cessions de parts intervenues postérieurement à la constitution à savoir :

- A la société "CLIMEX", à concurrence de CINQ CENT VINGT TROIS parts sociales, numérotées de 114 à 120, de 186 à 190, et de 201 à 711, ci.....	523
- A Monsieur Patrick TEILLET, à concurrence de VINGT parts sociales, portant les numéros 98 à 113 et de 182 à 185, ci.....	20
- A Monsieur Bernard GASTON, à concurrence de CENT QUARANTE parts sociales, numérotées de 1 à 53, de 59 à 86 et de 121 à 179, ci.....	140
- A Monsieur Bernard GAUDOU, à concurrence de TROIS CENTS parts sociales, numérotées de 87 à 97, et de 712 à 1.000, ci.....	300
- A, Monsieur Raymond QUINQUIS à concurrence de CINQ parts sociales, numérotées de 54 à 58, ci.....	5
- A Monsieur Pierre NAUDON, à concurrence de DOUZE parts sociales, numérotées de 180 à 181, et de 191 à 200, ci.....	12
Total égal au nombre de parts composant le capital social : MILLE , ci.....	1.000

Conformément à la loi, les associés déclarent que les MILLE parts sociales composant le capital social leur appartiennent, sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus, correspondant à leurs apports respectifs, et sont toutes entièrement libérées.

ARTICLE HUIT

COMPTES COURANTS D'ASSOCIES

Chaque associé aura la faculté, sur la demande ou l'accord de la gérance, de verser dans la caisse sociale, en compte-courant, les sommes qui seraient jugées utiles pour les besoins de la Société.

Les conditions d'intérêts, de remboursement et de retrait de chacun de ces comptes seront déterminées, soit par décision collective ordinaire des associés, soit par convention intervenue directement entre la gérance et le déposant, et soumise ultérieurement à l'approbation de l'Assemblée Générale des associés, conformément à l'article 18 ci-après.

Les intérêts des comptes-courants seront portés dans les frais généraux de la Société.

Les comptes-courants libres ne pourront jamais être débiteurs.

ARTICLE NEUF

AUGMENTATION ET REDUCTION DU CAPITAL SOCIAL

I - Le capital social peut être augmenté par la création de parts nouvelles, ordinaires ou privilégiées, émises au pair ou avec prime et attribuées en représentation d'apports en nature ou en espèces, le tout en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés, selon les modalités qu'elle détermine en se conformant aux prescriptions des articles : 61 & 62 de la loi du 24 juillet 1966.

Il peut également être augmenté, en vertu d'une semblable décision, par la conversion de tout ou partie des bénéfices et réserves en parts nouvelles ou par leur affectation à l'élèvation de la valeur nominale des parts existantes.

II - Le capital peut aussi être réduit par décision collective extraordinaire des associés pour cause de pertes ou par voie de remboursement ou de rachat partiel de parts et au moyen de la reduction de la valeur nominale des parts, sans toutefois que le capital social ou la valeur nominale des parts puissent être réduits au-dessous des minima fixés par la loi.

Si, à la suite de pertes, le capital est ramené à un montant inférieur au minimum légal, la réduction doit être suivie dans le délai d'un an d'une augmentation ayant pour effet de le porter au moins à ce montant minimum, à moins que, dans le même délai, la Société ne se transforme en Société d'une autre forme n'exigeant pas un capital minimum . A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société après avoir mis la gérance en demeure de régulariser la situation.

En aucun cas, la réduction de ce capital, quelle qu'en soit la cause, ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

.../...

III - Le capital social peut également, en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés, être amorti en totalité ou partiellement, au moyen des bénéfices ou réserves autresque la réserve légale.

Les parts sociales intégralement ou partiellement amorties perdent, à due concurrence, leur droit au remboursement de leur valeur nominale, mais elles conservent tous leurs autres droits.

IV - Lors de toute augmentation ou réduction du capital social, les associés devront, le cas échéant, faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de parts ou droits nécessaires pour permettre l'attribution ou l'échange au profit de chacun d'eux d'un nombre entier de parts nouvelles.

ARTICLE DIX

PARTS SOCIALES

I - Les parts sociales doivent être intégralement libérées et réparties lors de leur création, leur répartition doit être mentionnée dans les statuts. Elles ne peuvent être représentées par des titres négociables.

Elles sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnait qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

Les co-propriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la Société à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par la justice un mandataire chargé de le représenter.

Sauf convention contraire dûment signifiée à la Société, l'usufruitier représente valablement le nu-propriétaire à l'égard de cette dernière.

II - Chaque part sociale donne droit à la même somme nette dans la répartition des bénéfices et produits au cours de la Société et dans la répartition de l'actif social en cas de liquidation.

Les droits et obligations attachés aux parts les suivent dans quelque main qu'elles passent. La possession d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux résolutions régulièrement prises par les associés.

Les représentants, ayants-cause et héritiers d'un associé ne peuvent, sous aucun prétexte, requérir l'opposition des scellés sur les biens et valeurs de la Société, ni en demander le partage ou la licitation.

ARTICLE ONZE

CESSION ET TRANSMISSION DE PARTS SOCIALES

I - Forme de cession :

Toute cession de parts sociales doit être constatée par écrit notarié ou sous-seing privé. La cession n'est rendue opposable à la Société qu'après avoir été signifiée à cette dernière ou acceptée par elle dans un acte notarié, conformément à l'article 1690 du Code Civil.

.../...

Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de cette formalité et en outre, après publicité au Registre du Commerce.

II - Cessions entre associés, conjoints, ascendants, descendants.

Les parts ne sont cessibles entre les associés, conjoints, ascendants ou descendants que dans les conditions prévues ci-après :

Le cédant portera le projet de cession à la connaissance des associés par lettre recommandée avec accusé de réception en laissant à ces derniers un délai d'un mois destiné à leur permettre d'aprécier les motifs de la cession préalablement à la signature de l'acte la constatant ; la majorité des associés représentant au moins la moitié du capital social pourra s'opposer au projet de cession si les motifs n'en sont pas justifiés ; l'opposition sera notifiée au cédant et au cessionnaire par lettre recommandée avec accusé de réception dans le délai maximum de huit jours suivant l'expiration du délai de réflexion d'un mois ci-dessus.

Le délai expiré, l'opposition ne sera plus possible et la cession sera considérée comme acceptée tacitement par tous les associés.

III - Agrément de cession à des tiers non associés n'ayant pas la qualité de conjoints, ascendants ou descendants du cédant.

Les parts sociales ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la Société qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quart du capital social.

Le projet de cession est notifié à la Société et à chacun des associés par actes d'huissier ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Dans le délai de huit jours, à compter de cette notification, le gérant doit convoquer l'Assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des parts sociales ou consulter les associés par écrit sur ce projet. La décision de la Société est notifiée au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Si la Société n'a pas fait connaitre sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications prévues au présent alinéa, le consentement à la cession est réputé acquis.

IV - Obligations d'achat ou de rachat de parts dont la cession n'est pas agréée.

Si la Société a refusé de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans le délai de trois mois à compter de ce refus, d'acquérir ou de faire acquérir les parts à un prix fixé dans les conditions prévues à l'article 1868, alinéa 5 du Code Civil, A la demande du gérant, ce délai peut être prolongé une seule fois par décision du Président du Tribunal de Commerce statuant par ordonnance sur requête non susceptible de recours, sans que cette prolongation puisse excéder six mois, La désignation de l'expert prévue à l'article 1868, alinéa 5 du Code Civil, est faite par le Président du Tribunal de Commerce.

La Société peut, également avec le consentement de l'associé cédant, décider, dans le même délai, de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts de cet associé et de racheter ses parts au prix déterminé dans les conditions prévues ci-dessus. Un délai de paiement qui ne saurait excéder deux ans, peut, sur justification, être accordé à la Société par le Président du Tribunal de Commerce, statuant par ordonnance de référé, non susceptible de recours. Les sommes dues portent intérêt au taux légal en matière commerciale.

.../...

Si, à l'expiration du délai imparti, aucune des solutions prévues ci-dessus n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement prévue à moins qu'il ne détienne ses parts depuis moins de deux ans.

V - Transmission par décès ou par suite de dissolution ou de liquidation de communauté.

Lorsqu'elle entraine acquisition de la qualité d'associé la transmission des parts sociales, par voie de succession, de dissolution ou de liquidation de communauté, est soumise à l'agrément des associés dans les conditions prévues au présent article paragraphe III ci-dessus.

Les héritiers déjà associés, en cas de transmission pour cause de mort, des conjoints déjà associés, en cas de dissolution ou de liquidation de communauté, ne sont pas soumis à l'agrément des associés en ce qui concerne la transmission des parts sociales dépendant de la succession ou de la communauté.

VI - Nantissement des parts sociales.

Si la Société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales dans les conditions prévues au présent article, § III ci dessus, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties selon les dispositions de l'article 2078 alinéa 1er du Code Civil, à moins que la Société ne préfère après la cession, racheter sans délai les parts, en vue de réduire son capital.

ARTICLE DOUZE

ASSOCIE UNIQUE

La réunion de toutes les parts sociales en une seule main n'entraine pas la dissolution de plein droit de la Société tout intéressé étant recevable à demander la dissolution si la situation n'a pas été régularisée dans le délai d'un an.

L'associé qui détient la totalité des parts peut dissoudre à tout moment la Société par déclaration au Grèffe du Tribunal de Commerce en vue de la mention de la dissolution au Registre du Commerce. Le déclarant est alors liquidateur à moins qu'il ne désigne une autre personne à cette fonction.

ARTICLE TREIZE

DECES, INTERDICTION, FAILLITE OU DECONFITURE D'UN ASSOCIE.

La Société ne sera dissoute par le décès de l'un des associés, son interdiction, sa faillite ou sa déconfiture.

En cas de décès de l'un des associés, la Société continuera entre les associés survivants et les héritiers ou représentants de l'associé décédé, sous réserve toutefois de l'application des stipulations de l'article ci-dessus.

Article Quatorze.

GERANCE

I- La Société est gérée et administrée par une ou plusieurs personnes physiques, associées ou non, nommées par les associés dans les statuts ou par un acte postérieur, à la majorité requise pour les décisions ordinaires, avec ou sans limitation de durée.

II- Conformément à la loi, le gérant, ou chacun des gérants, s'ils sont plusieurs, aura vis à vis des tiers les pouvoirs les plus étendus pour représenter la Société, contracter en son nom et l'engager pour tous les actes et opérations entrant dans l'objet social, sans limitation .

Toutefois, à titre de règlement intérieur, et sans que la limitation de pouvoir ci-après puisse être opposé aux tiers ni invoquée par eux, il est expressément convenu que tout achat, vente ou échange d'immeubles ou de fonds de commerce, tous emprunts autres que les crédits bancaires ou les dépots de sommes en compte-courant par les associés, toute constitution d'hypothèque ou de nantissement, la fondation de toute Société ou l'apport de tout ou partie des biens sociaux à, une Société ne pourront être réalisés sans avoir été autorisés au préalable par une décision collective ordinaire des associés et s'ils emportent directement ou indirectement modification de l'objet social, par une décision collective extraordinaire.

III- Sauf décision contraire des associés prise à la majorité prévue pour les décisions extraordinaires , le gérant, ou chacun des gérants s'ils sont plusieurs, est tenu de consacrer tout le temps nécessaire et les soins nécessaires aux affaires sociales.

IV- Le gérant, ou s'ils sont plusieurs, les gérants, agissant conjointement, peuvent sous leur responsabilité personnelle conférer toute délégation de pouvoirs, spéciale et temporaire.

V- Les gérants sont responsables individuellement ou solidairement, selon le cas, envers la Société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions légales régissant les Sociétés à Responsabilité Limitée, soit des violations des présents statuts, soit des fautes commises sur leur gestion.

Le gérant est révocable par décision des associés représentant plus de la moitié du capital social. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages et intérêts. Le gérant peut être révoqué par décision de justice dans les conditions prévues par la loi. Les gérants peuvent résilier leur fonction en prévenant chacun des associés trois mois au moins à l'avance.

La démission ou le décès d'un gérant n'entraine pas la dissolution de la Société. Dans ce cas, les associés nommeront lors d'une Assemblée Générale ou d'une consultation écrite provoquée; à la diligence de l'un d'entre eux, un nouveau gérant, toutefois cette nomination serait seulement facultative dans le cas ou il existerait un ou plusieurs gérants.

VI - Chacun des gérants à droit, en rémunération de ses fonctions à un traitement fixe ou proportionnel ou à la fois fixe et proportionnel, dont le montant et les modalités de règlement sont déterminés par décision collective ordinaire des associés.

Cette rémunération figurera aux frais généraux.

En outre, chacun des gérants a droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

ARTICLE QUINZE

DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

I - Les décisions collectives des associés sont prises en Assemblée Générale ou par voie de consultation écrite, aux choix de la gérance.

Toutefois, la réunion d'une Assemblée est obligatoire pour les décisions relatives à l'approbation des comptes annuels et pour toutes autres décisions si elle est demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins le quart en nombre et en capital ou la moitié du capital.

II - En cas de réunion d'une Assemblée Générale, les associés y sont convoqués par la gérance quinze jours francs d'avance par lettre recommandée indiquant son ordre du jour.

Les associés peuvent aussi être convoqués verbalement s'ils sont présents ou représentés à l'Assemblée.

En cas de consultation écrite, la gérance envoie à chaque associé, par lettre recommandée avec avis de réception, le texte des résolutions proposées accompagné du rapport de la gérance et des documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours francs à compter de la date de réception des projets de résolutions pour émettre leur vote par écrit. Le vote est formulé sur le texte des résolutions proposées et pour chaque résolution, par les mots "oui" ou "non". La réponse est adressée à la Société, également par lettre recommandée avec avis de réception.

Tout associé n'ayant pas répondu dans les délais ci-dessus sera considéré comme s'étant abstenu.

III - Chaque associé a droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède.

Un associé ne peut se faire représenter que par un autre associé ou par son conjoint justifiant d'un pouvoir spécial.

IV - Les décisions collectives sont prises aux conditions de majorité fixées par la loi, savoir :

.../...

a) les décisions qualifiées "d'ordinaires" c'est à dire celles appelées à statuter sur les comptes d'un exercice, à nommer ou révoquer les gérants et à délibérer sur toutes questions n'emportant pas directement ou indirectement modification des statuts, qu'autant qu'elles sont adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social si ce chiffre n'est atteint à la première consultation, les associés sont réunis ou consultés une seconde fois et les décisions sont alors valablement prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté ;

b) toutes autres décisions, qualifiées "d'extraordinaires", c'est à dire celles comportant ou entrainant modification des statuts, qu'autant qu'elles sont adoptées par des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Toutefois, les associés ne peuvent, si ce n'est à l'unanimité, changer la nationalité de la Société ou la transformer en Société en nom collectif, en commandite simple ou en commandite par actions et en aucun cas, la majorité ne peut obliger un associé à augmenter son engagement social. En outre, la transformation en Société Anonyme ne peut être décidée à la majorité requise pour la modification des statuts si la Société n'a établi et fait approuver par les associés le bilan de ses deux premiers exercices.;

c) les décisions extraordinaires relatives à l'approbation des cessions de parts sociales ne sont valablement prises qu'autant qu'elles sont adoptées par la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

V - Les décisions collectives des associés sont constatées par des procès verbaux établis par la gérance sur un registre spécial, conformément à la réglementation en vigueur et signés par le ou les gérants. En cas de consultation écrite, la réponse de chaque associé est annexée au procès verbal.

Les copies ou extraits des procès verbaux constatant des décisions collectives à produire en Justice ou ailleurs sont valablement certifiés conformes par un seul gérant.

ARTICLE SEIZE

COMMISSAIRES AUX COMPTES.

Si le capital social vient à excéder le montant prévu par la loi, la Société sera pourvue dans les plus courts délais, à l'initiative de la gérance et par décision collective ordinaire des associés, d'un ou plusieurs commissaires aux comptes investis des fonctions, pouvoirs et attributions que leur confère la loi. Les commissaires aux comptes sont nommés pour trois exercices. Leurs fonctions expirent après la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire des associés qui statue sur les comptes du troisième exercice.

ARTICLE DIX SEPT

EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le Premier octobre de chaque année et se termine le trente septembre de l'année suivante.

ARTICLE DIX HUIT

INVENTAIRE - COMPTES ET BILAN

Les écritures de la Société sont tenues conformément aux lois et usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Elle doit adresser aux associés le bilan, le compte de résultat, l'annexe, le rapport de gestion.

Elle établit un rapport écrit sur la situation de la Société et l'activité de celle ci pendant l'exercice écoulé.

Le bilan, compte de résultat, l'annexe sont établis, chaque année, selon les mêmes formes et les mêmes méthodes d'évaluation que les années précédentes.

Toutefois en cas de proposition de modifications l'Assemblée Générale des associés, au vu des comptes établis selon les formes de méthodes tant anciennes que nouvelles et sur rapport de la gérance, se prononce sur les modifications proposées.

ARTICLE DIX NEUF

APPROBATION DES COMPTES

DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES

Le rapport de la gérance sur les opérations de l'exercice, l'inventaire, le compte d'exploitation générale, le compte de pertes et profits et le bilan, sont soumis à l'approbation des associés réunis en Assemblée dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

A cette fin, les documents visés à l'alinéa précédent autres que l'inventaire, ainsi que le texte des résolutions proposées et le cas échéant, le rapport des commissaires aux comptes, sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'Assemblée. Pendant ce même délai, l'inventaire est tenu au siège social à la disposition des associés. Toute délibération prise en violation de ces dispositions peut être annulée.

A compter de la communication prévue à l'alinéa précédent, tout [illegible] faculté de poser par écrit des questions auxquelles la gérance

L'associé peut en outre et à toute époque, prendre par lui même et au siège social, connaissance des bilan, des comptes de résultat, des annexe, du rapport de gestion, inventaires, rapports soumis aux assemblées et procès verbaux de ces assemblées concernant les trois derniers exercices. Sauf en ce qui concerne l'inventaire, le droit de prendre connaissance emporte celui de prendre copie.

ARTICLE VINGT

CONVENTION ENTRE LA SOCIETE ET L'UN DE SES GERANT OU ASSOCIE

INTERDICTION D'EMPRUNT

I - Le gérant ou s'il en existe un, le commissaire aux comptes, présente à l'Assemblée ou joint aux documents communiqués aux associés, un rapport spécial sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et l'un de ses gérant ou associé.

L' Assemblée statue sur ce rapport. Le gérant ou l'associé intéressé ne peut prendre part au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le gérant et s'il y a lieu pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon le cas, les conséquences du contrat préjudiciable à la Société.

Les dispositions du présent article s'étendent aux conventions passées avec une Société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou membre du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la Société à Responsabilité Limitée.

II - A peine de nullité de contrat, il est interdit au gérant ou associé de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

Cette interdiction s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des gérant et associé, ainsi qu'à toute personne interposée.

ARTICLE VINGT ET UN

AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

. le compte de résultat récapitule les produits et les charges de l'exercice, sans qu'il soit tenu compte de leur date d'encaissement ou de paiemen

Il fait apparaître par différence après déduction des amortissements ou des provisions le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur ces bénéfices nets, diminués, le cas échéant, des pertes antérieures, il est tout d'abord prélevé cinq pour cent pour constituer le fonds de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint une somme égale au dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue en dessous de cette fraction.

Le solde, augmenté le cas échéant des reports bénéficiaires, constitue le bénéfice distribuable.

Ce bénéfice est réparti entre les associés, gérants ou non gérants, proportionnellement au nombre de parts sociales possédées par chacun d'eux.

Toutefois, l'Assemblée Générale aura la faculté de prélever sur ce solde, avant toute répartition, les sommes qu'elle jugera convenables de fixer pour les porter à un ou plusieurs fonds de réserves, généraux ou spéciaux ou les reporter à nouveau.

En outre, l'Assemblée Générale peut décider la mise en distribution des sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

ARTICLE VINGT DEUX

PERTES DE LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance et à son défaut le commissaire aux comptes, s'il en existe un, est tenu dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaitre cette perte de consulter les associés à l'effet de décider, à la majorité exigée pour la modification des statuts, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée à la majorité requise, la Société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans les deux cas, la résolution adoptée par les associés est publiée conformément à la loi.

A défaut par le gérant ou par le commissaire aux comptes de provoquer une décision ou si les associés n'ont pu délibérer valablement, tout intéressé peut introduire devant le Tribunal de Commerce une action en dissolution de Société.

.../...

ARTICLE VINGT TROIS

DISSOLUTION - LIQUIDATION

A l'expiration de la durée de la Société ou en cas de dissolution anticipée pour quelque cause que ce soit, la liquidation en est faite par un ou plusieurs liquidateurs nommés par décision collective ordinaire des associés.

La liquidation s'effectue conformément aux dispositions prévues par les articles 390 et suivants de la loi du 24 juillet 1966.

Le produit net de la liquidation, après l'extinction du passif et des charges sociales et le remboursement aux associés du montant nominal non amorti de leurs parts sociales, est partagé entre les associés proportionnellement au nombre de leurs parts.

ARTICLE VINGT QUATRE

CONTESTATION

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou de sa liquidation, soit entre les associés, la gérance et la Société, soit entre les associés eux mêmes, relativement aux affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents du siège social ; à cet effet, en cas de contestation, tout associé est tenu de faire élection de domicile dans le ressort du siège social, et toutes assignations et significations seront régulièrement faites à ce domicile, élu sans avoir égard au domicile réel ; à défaut de domicile, les assignations et significations seront valablement faites au Parquet de Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance du siège social.

ARTICLE VINGT CINQ

PUBLICITE

JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE

I - La gérance est tenue de remplir, dans les plus courts délais, les formalités de publicité exigées par la loi et de requérir l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce de BORDEAUX.

A cet effet, tous pouvoirs, sont donnés au porteur d'une expédition ou d'un extrait des présentes pour faire le nécessaire.

.../...

II - Conformément à la loi, la Société jouira de la personnalité morale à dater seulement de son immatriculation au Registre du Commerce.

Toutefois, les comparants conviennent que, jusqu'à ce que la Société ait acquis la jouissance de la personnalité morale, les actes et engagements entrant dans l'objet social seront accomplis ou souscrits sur la signature conjointe de tous les associés ou avec leur autorisation spéciale.

Si cette condition est remplie, elle emportera reprise par la Société lorsqu'elle aura été immatriculée au Registre du Commerce, desdits actes ou engagements qui seront réputés avoir été souscrits dès l'origine par la Société.

Par contre, si la condition n'est pas remplie, les personnes qui auraient agi au nom de la Société seraient tenues, solidairement et indéfiniment, des actes ainsi accomplis, à moins que la Société après avoir été régulièrement immatriculée, ne reprènne les engagements souscrits ; ces engagements seraient alors réputés avoir été souscrits, dès l'origine, par la Société.

7

ARTICLE VINGT SIX

FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présentes et leurs suites seront supportés par la Société, portés au compte des frais généraux et amortis dans la première année et en tous cas, avant toute distribution de bénéfices.

.../...

ARTICLE VINGT SEPT

ENGAGEMENTS CONTRACTES AU NOM DE LA SOCIETE AVANT SON IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE

Les associés déclarent autoriser le gérant à accomplir tous les actes de gestion et engagements nécessaires à l'intérêt de la Société pendan la période qui s'écoulera entre la date de la signature des présentes et la date d'immatriculation de la Société au Registre du Commerce.

En conséquence de quoi la Société prendra lesdits engagements dès son immatriculation au Registre du Commerce.

Bon pour copie certifiée conforme